

cessaires dans la seule ville de Winnipeg. D'autres villes de l'Ouest sont à peu près dans le même état. Les gouvernements provinciaux sont incapables de faire face à la situation; ils ne savent comment arranger les choses l'an prochain.

J'aimerais à faire une mention particulière de la défense interdisant aux gens échoués en divers endroits de voyager dans les convois de marchandises. Les autorités ont toléré cette pratique pendant quelque temps. On a laissé circuler ainsi les hommes en quête de travail. Puis avis a été donné d'avoir à cesser ce genre de déplacement à partir d'une certaine date. Il en est résulté que certains hommes se sont efforcés de regagner leur domicile à la hâte, ou d'aller ailleurs pour l'hiver. D'autres sont restés pour exécuter les travaux de la moisson qui ne sont pas encore terminés. Hier encore, j'ai reçu de mon parti, le parti travailliste indépendant de Winnipeg, un vœu exhortant le Gouvernement à accorder la gratuité du transport aux chômeurs jusqu'à leurs foyers. Cela semble raisonnable. Pendant un certain temps, on a laissé ces gens voyager dans les trains de marchandises. Que ce soit ou non avec la connivence du Gouvernement, un grand nombre de municipalités ont certes incité les sans-travail à quitter la ville, les forçant pour ainsi dire à prendre place dans les convois de marchandises. Plusieurs hommes m'ont dit que les autorités avaient donné instruction de faire déguerpir les chômeurs dans les trains de marchandises. Cet état de choses ne devrait pas durer plusieurs semaines. Le temps froid approche et il faut pourvoir convenablement aux besoins de ces hommes. Les provinces sont en droit de savoir, il me semble, ce que le Gouvernement fera à ce sujet.

Puis il y a la question plus ample de la dépression générale, dont le chômage n'est qu'un élément. La crise est aussi grande aujourd'hui dans l'Ouest canadien qu'il y a deux ans, et presque aussi grande qu'il y a un an. Il est vrai, nous avons eu une récolte joliment bonne en certains endroits, mais le produit de la récolte ne suffit pas à payer les frais de culture et de transport. Il s'ensuit que l'argent payé aux cultivateurs est engagé. Sans approfondir la question davantage, le premier ministre devrait nous assurer que la session ne s'ajournera pas sans une étude complète de ces questions et un exposé concret des mesures qu'il projette pour remédier à la situation. Nombreux sont ceux qui, parmi nous, ne trouvent pas la ratification des accords conclus à la conférence économique impériale aussi importante que le soulagement immédiat de notre population. Il est bien possible que le Gouvernement profite de sa

[M. Woodsworth.]

forte majorité pour imposer l'ajournement aussitôt après la ratification de ces accords et que nous n'ayons pas l'occasion de discuter les questions essentielles qui se rattachent aux intérêts des citoyens en général. Je demande au premier ministre de donner à la Chambre l'assurance qu'avant l'ajournement, le Gouvernement va nous fournir tous les renseignements sur ce qu'il se propose de faire relativement à ces questions qui touchent de près au bien-être de la population canadienne.

M. ROBERT GARDINER (Acadia): Monsieur l'Orateur, l'adoption de cette motion va donner la priorité aux propositions du Gouvernement. La ratification des accords conclus à la conférence impériale rend sans doute cette procédure nécessaire et, personnellement, je ne m'opposerai pas à ce que ces accords aient la priorité pour quelques temps. Nous ne saurons pas en quoi ils consistent avant mercredi prochain, alors que le premier ministre va les communiquer à la Chambre, comme il l'a annoncé il y a quelques jours. Cependant, malgré toute l'importance de ces conventions, je suis convaincu qu'elles effleurent seulement les difficultés économiques que le Canada est appelé à résoudre. Nous sommes disposés à les ratifier si elles ne contiennent rien qui prête à controverse, mais je tiens à rappeler au premier ministre et à ses collègues que les problèmes les plus importants au Canada sont ceux de l'intérieur et non ceux de l'extérieur.

Lors des dernières élections, le premier ministre protestait contre le recours aux conférences pour résoudre les difficultés économiques, qui était la méthode du premier ministre d'alors. A plusieurs reprises, on a inscrit au compte rendu des débats les déclarations que le premier ministre a faites pendant cette campagne électorale. Je lui en rappellerai une seule:

M. King vous promet des conférences; je vous promets des actes. Il promet d'étudier le problème du chômage; je vous promets de le résoudre. Quel plan préférez-vous?

Le discours du trône mentionne la possibilité d'une conférence économique et financière universelle. Je proteste énergiquement contre cette tendance à faire passer les difficultés extérieures avant les problèmes domestiques particuliers au Canada. Nous avons aujourd'hui au Canada, sauf pour quelques articles de première nécessité, les ressources naturelles et les instruments de production voulus pour répondre aux besoins de notre population. Cependant, un certain nombre de gens souffrent de la faim. Le moment n'est pas propice à l'adoption des méthodes dilatoires pour le règlement de nos problèmes économiques. L'hiver approche rapidement et j'espère que le Gouvernement pourra donner prochainement à la Chambre un aperçu de